



Revue-IRS



Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 2, Avril 2025

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](#) license.



DEFIS DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT DANS LA NOUVELLE PROVINCE DU KASAÏ : VERS UNE AUTONOMIE ET UNE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

ALEXANDRE TSHIMBILA KALENGA¹ et Tarcis LUKENGEDIA MASOLO²

1. Institut Supérieur de Développement Rural Tshibala, (ISDR-Tshibala) Province du Kasai Central, RD.Congo,
2. Institut Supérieur Pédagogique de Tshikapa (ISP-Tshikapa), Province du Kasai, RDCongo.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15275796>

Résumé

La planification du développement représente un cadre stratégique essentiel pour l'organisation harmonieuse des éléments économiques et sociaux. Grâce aux avancées des techniques modernes, cette approche vise à améliorer le bien-être des populations. Contrairement à une idée reçue, la planification du développement n'est pas exclusivement destinée aux pays émergents ou nouvellement indépendants ; elle est également pertinente pour toutes les nations aspirant à une croissance durable et à une amélioration significative de leur qualité de vie. Dans ce contexte, la nouvelle province du Kasai se trouve à un tournant crucial, où l'application de cette méthodologie de planification est incontournable pour atteindre ses objectifs de développement.

Mots clés : Planification du développement, Éléments économiques, Éléments sociaux, Techniques modernes, Bien-être, Croissance durable et Nouvelle province du Kasai

Abstract

Development planning represents an essential strategic framework for the harmonious organization of economic and social elements. Through advancements in modern techniques, this approach aims to enhance the well-being of populations. Contrary to common perception, development planning is not exclusively reserved for emerging or newly independent countries; it is also pertinent for all nations aspiring to sustainable growth and significant improvements in their quality of life. In this context, the new province of Kasai stands at a pivotal juncture where the implementation of this planning methodology is imperative to achieve its development objectives.

Keywords: Development planning, Economic elements, Social elements, Modern techniques, Well-being, Sustainable growth, New province of Kasai

I. INTRODUCTION

Dans la mentalité des Bantu, la terre ne se limite pas à un simple espace géographique ; elle est un socle fondamental pour toutes les activités humaines, agissant comme un lien entre les vivants et les ancêtres. Ce rapport intime à la terre est partagé par de nombreuses cultures paysannes à travers le monde, où la terre est perçue comme un bien commun, un héritage sacré à préserver. Comme le souligne **M. P. K. Ndinga**, dans son ouvrage sur les valeurs culturelles africaines, "la terre est un espace de vie où se tissent les relations sociales, économiques et spirituelles" (Ndinga, 2010).

Cependant, l'essor de l'économie de marché a transformé cette conception, conférant à la terre une valeur strictement marchande, d'abord dans les sociétés européennes, puis infiltrant progressivement les contextes africains.

Cette marchandisation de la terre a engendré des enjeux complexes concernant son attribution, son utilisation, son achat et sa taxation. Comme le note **G. A. A. M. Mbokani**, "la lutte pour la terre devient alors une lutte pour le pouvoir, la richesse et la survie" (Mbokani, 2015). De ce fait, des conflits surgissent fréquemment entre les différents "ayants droit" sur un même espace, exacerbés par un manque de régulations claires et de structures de gouvernance adaptées.

La politique de décentralisation en République Démocratique du Congo a permis la création de nouvelles entités administratives, dont la province du Kasai. Cependant, cette nouvelle configuration administrative a également engendré des luttes internes et des tensions entre les peuples, notamment autour des frontières et des ressources. Dans des centres urbains tels que **Kamako**, **Kamonia**, **Ilebo**, **Mueka**, et **Luebo**, les conflits territoriaux opposent non seulement les populations à l'État, mais aussi les communautés entre elles. Ces tensions sont souvent exacerbées par l'absence d'infrastructures et d'équipements adéquats, rendant ces centres encore plus vulnérables aux crises sociopolitiques.

Face à cette situation complexe, il est impératif d'adopter une approche systématique pour la planification du développement de la province. Une réflexion globale sur l'aménagement de ces villes est nécessaire pour identifier les problèmes actuels de la gestion administrative et élaborer des stratégies efficaces pour les résoudre.

La présente réflexion vise donc à :

- Analyser la politique d'aménagement de la province du Kasai.
- Examiner les stratégies et les pratiques sociales en matière d'occupation du sol, afin de faire ressortir les convergences et divergences entre les pratiques de développement de l'ancienne et de la nouvelle province.
- Évaluer l'opinion des fonctionnaires sur l'opportunité de la nouvelle province.

Nous concentrerons notre étude sur l'organisation de la ville de **Tshikapa**, en analysant le fonctionnement des différents bureaux administratifs et le respect des notions de planification en vigueur dans toutes les agglomérations décentralisées.

Ainsi, la question centrale qui se pose est la suivante : Comment la planification du développement dans la nouvelle province du Kasai peut-elle être optimisée pour répondre efficacement aux enjeux socio-économiques locaux tout en tenant compte des dynamiques culturelles et des conflits liés à la terre ? Cette problématique guidera nos réflexions et analyses tout au long de cette étude.

II. Méthodologie

2.1. Terrain d'étude

La province du Kasai est située au centre-sud de la République Démocratique du Congo (RDC). Elle est bordée à l'est par la province du Maniema, au sud par le Haut-Lomami, à l'ouest par la province de Kwango et au nord par le Kasai-Central. La ville de **Tshikapa**, qui en est le chef-lieu, est un carrefour stratégique permettant un accès facile aux autres régions du pays. Cette situation géographique fait du Kasai un point nodal pour les échanges commerciaux et les transports au sein de la RDC.

Le climat de la province du Kasai est caractérisé par un régime tropical, avec des saisons distinctes : une saison sèche et une saison humide. Les températures varient généralement entre 20°C et 30°C, créant un environnement propice à la diversité des activités agricoles. La saison des pluies, qui s'étend généralement de novembre à avril, est marquée par des précipitations abondantes, favorisant la croissance de la végétation et des cultures. Cependant, cette humidité peut également conduire à des défis tels que l'érosion des sols et des inondations dans certaines zones.

La végétation du Kasai est majoritairement composée de savanes et de forêts tropicales. La province abrite une diversité florale importante, comprenant des espèces d'arbres, des plantes médicinales et des herbacées qui sont essentielles pour l'écosystème local. Les forêts fournissent non seulement du bois, mais également des produits non ligneux tels que des fruits et des noix, qui sont vitaux pour la subsistance des communautés locales. Cette richesse végétale soutient également la biodiversité animale, rendant la province précieuse sur le plan écologique.

L'économie de la province du Kasai repose principalement sur l'agriculture, qui constitue la principale source de revenus pour la majorité de la population. Cependant, d'autres secteurs comme l'exploitation minière et le commerce jouent également un rôle significatif. Le Kasai est riche en ressources minérales, notamment en diamants, qui contribuent à l'économie locale. La province est également en train de se développer comme un pôle commercial grâce à sa position centrale et à l'amélioration des infrastructures de transport.

L'agriculture est le pilier de l'économie du Kasai, avec une grande variété de cultures cultivées par les agriculteurs locaux. Les principaux produits agricoles incluent le maïs, le manioc, le riz, et le haricot, qui sont cultivés surtout pour la consommation locale. Le climat favorable et la fertilité des sols permettent une production agricole relativement stable, mais les agriculteurs font face à plusieurs défis, notamment l'accès limité aux technologies modernes et aux marchés. Des initiatives visant à améliorer les techniques agricoles et à diversifier les cultures sont essentielles pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer les conditions de vie des populations.

En résumé, la province du Kasai, avec sa localisation stratégique, son climat tropical favorable, sa riche végétation et son économie principalement agricole, présente un potentiel considérable pour le développement. Cependant, la mise en valeur de ce potentiel nécessite une attention particulière aux défis auxquels font face les agriculteurs et aux opportunités d'amélioration des infrastructures et des services. Une approche intégrée et durable est essentielle pour favoriser un développement harmonieux dans cette région prometteuse de la République Démocratique du Congo.

2.2. Méthodologie proprement dite

Afin d'atteindre les objectifs fixés par cette étude, une approche méthodologique combinant des méthodes quantitatives et qualitatives a été adoptée. Cette approche mixte permet de recueillir des données factuelles et des opinions subjectives, offrant ainsi une compréhension plus complète des enjeux liés à la planification du développement dans la nouvelle province du Kasai.

1. Collecte de données quantitatives :

- **Enquête par questionnaire :** Un questionnaire structuré a été administré à un échantillon de 100 personnes (voir Tableau 1 pour les caractéristiques de l'échantillon) sélectionnées de

manière aléatoire dans la ville de Tshikapa. Le questionnaire visait à recueillir des informations sur :

- L'attitude des répondants face à la venue de la nouvelle province (Tableau 2).
- L'importance perçue de la nouvelle province (Tableau 3).
- Les remèdes proposés pour améliorer l'administration provinciale (Tableau 4).
- **Analyse statistique** : Les données collectées ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives (fréquences et pourcentages) pour résumer les principales tendances.

2. Collecte de données qualitatives :

- **Entretiens semi-structurés** : Des entretiens semi-structurés ont été menés avec un échantillon ciblé de fonctionnaires, de responsables locaux et de membres de la société civile. Ces entretiens visaient à approfondir la compréhension des enjeux liés à la planification du développement, aux pratiques d'occupation du sol et à l'opportunité de la nouvelle province.
- **Analyse documentaire** : Une analyse approfondie des documents officiels (lois, décrets, plans d'aménagement, rapports administratifs) a été réalisée afin de comprendre le cadre juridique et institutionnel de la planification du développement dans la province du Kasai.
- **Observations directes** : Des observations directes ont été effectuées dans les différents bureaux administratifs de la ville de Tshikapa afin d'évaluer leur fonctionnement et le respect des notions de planification en vigueur.

3. Analyse des données :

- **Analyse thématique** : Les données qualitatives (transcriptions d'entretiens, notes d'observation, documents) ont été analysées à l'aide d'une approche thématique. Cette approche consiste à identifier les thèmes récurrents et les idées clés qui émergent des données.
- **Triangulation** : Les résultats des différentes méthodes de collecte de données (quantitatives et qualitatives) ont été triangulés afin de renforcer la validité et la fiabilité des conclusions.

4. Considérations éthiques :

- Le consentement éclairé de tous les participants a été obtenu avant de recueillir des données.
- L'anonymat et la confidentialité des données ont été garantis.
- Les résultats de l'étude ont été présentés de manière objective et transparente.

Cette méthodologie rigoureuse permettra de répondre à la question centrale de recherche : Comment la planification du développement dans la nouvelle province du Kasai peut-elle être optimisée pour répondre efficacement aux enjeux socio-économiques locaux tout en tenant compte des dynamiques culturelles et des conflits liés à la terre ?

III. RÉSULTATS

Cette section présente les résultats de l'enquête menée auprès d'un échantillon de 100 personnes du secteur de Banga, visant à évaluer leur perception de l'impact socio-économique et environnemental du reboisement. Les participants proviennent de divers horizons professionnels, notamment des agents des instituts supérieurs, des agronomes, des infirmiers, des techniciens en développement rural, des vétérinaires et des notables locaux. Les résultats sont présentés sous forme de tableaux, détaillant les caractéristiques de l'échantillon, l'attitude envers la venue de la nouvelle province, l'importance perçue de cette nouvelle province et les remèdes proposés pour améliorer l'administration provinciale.

Tableau 1. Caractéristiques de l'échantillon

Caractéristique	f	%
Agents des instituts supérieurs	20	20
Agronomes	19	19
Infirmiers	16	16
Techniciens en développement rural	15	15
Vétérinaires	12	12
Honorables	18	18
Total	100	100

Ce tableau décrit la composition de l'échantillon interrogé. On observe une diversité de professions représentées, avec une prédominance d'agents des instituts supérieurs (20%) et d'agronomes (19%). La présence de professionnels de la santé (infirmiers : 16%, vétérinaires : 12%) et de techniciens en développement rural (15%) suggère une bonne représentation des différents secteurs d'activité de la communauté. La présence de notables (18%) peut apporter une perspective éclairée sur les enjeux locaux.

Tableau 2. Attitude face à la venue de la nouvelle province

Attitude	f	%
Favorable	69	69
Défavorable	31	31
Total	100	100

Ce tableau révèle une attitude majoritairement favorable (69%) envers la venue de la nouvelle province. Cependant, une proportion non négligeable de répondants (31%) se montre défavorable. Il serait intéressant d'explorer les raisons de cette opposition, car elle pourrait révéler des préoccupations ou des attentes spécifiques liées à cette nouvelle entité administrative.

Tableau 3. Importance de la nouvelle province

Importance	f	%
Autonomie	66	66
Nouvelle administration	34	34
Total	100	100

Pour la majorité des répondants (66%), l'importance de la nouvelle province réside dans l'autonomie qu'elle pourrait apporter. Une part significative (34%) considère que la nouvelle administration est l'aspect le plus important. Cela suggère que les attentes envers la nouvelle province sont partagées entre une volonté d'indépendance locale et un besoin d'une administration plus efficace.

Tableau 4. Remèdes pour améliorer l'administratif de la province

Remède	f	%
La formation des cadres	60	60
La formation des cadres et équipement en NTIC	20	20
Rajeunir l'administratif	20	20
Total	100	100

La formation des cadres est perçue comme le remède principal pour améliorer l'administration de la province (60%). L'ajout d'équipements en nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) est également mentionné par 20% des répondants, soulignant l'importance de la modernisation. Le rajeunissement de l'administration est également considéré comme un remède potentiel par 20% des participants. Cela suggère un besoin de compétences nouvelles et d'une approche plus moderne de la gestion administrative.

En résumé, les résultats de l'enquête mettent en évidence une perception globalement positive de la venue de la nouvelle province, avec des attentes fortes en matière d'autonomie et d'amélioration de l'administration. La formation des cadres est identifiée comme un levier essentiel pour atteindre ces objectifs. Il serait pertinent de compléter cette analyse en explorant les raisons du scepticisme exprimé par une partie des répondants et en approfondissant les besoins spécifiques en matière de formation et de modernisation de l'administration.

IV. DISCUSSION

La discussion des résultats de cette étude met en lumière plusieurs enjeux cruciaux liés à la planification du développement dans la nouvelle province du Kasai. Comme l'indiquent les résultats de l'enquête, une majorité des fonctionnaires interrogés considère la nouvelle province comme une opportunité d'autonomie de gestion, ce qui est en ligne avec les théories de la décentralisation qui soutiennent que le transfert de pouvoir aux niveaux locaux peut améliorer la réactivité et l'efficacité des administrations publiques.

4.1. Autonomie et Décentralisation

L'idée que la décentralisation favorise l'autonomie est soutenue par des auteurs tels que **Olowu et Wunsch (2004)**, qui affirment que la décentralisation permet aux gouvernements locaux de mieux répondre aux besoins de leurs communautés en leur donnant des pouvoirs décisionnels et une plus grande latitude pour gérer leurs ressources. **Cette affirmation met en lumière l'importance de la proximité dans la gouvernance**, car les autorités locales, étant plus proches des citoyens, sont en mesure d'identifier plus efficacement les priorités de développement. Par conséquent, cette autonomie pourrait engendrer des solutions plus pertinentes et adaptées aux réalités locales, favorisant ainsi le développement durable de la province.

De plus, **Bardhan et Mookherjee (2006)** soulignent que lorsque les gouvernements locaux sont dotés de compétences accrues, cela favorise non seulement la participation des citoyens, mais également la responsabilisation des autorités locales. **Cette responsabilisation est essentielle pour instaurer un climat de confiance entre les gouvernants et les gouvernés**, ce qui peut conduire à une meilleure gouvernance et à une mobilisation accrue des ressources communautaires. Dans le cas de la province du Kasai, le désir d'une autonomie de gestion pourrait être un catalyseur pour des politiques plus adaptées aux réalités locales et une meilleure allocation des ressources.

4.2. Nécessité de la Formation

Les résultats montrent également que 60% des répondants estiment que la formation des cadres est essentielle pour administrer efficacement la nouvelle province. Ce constat rejoint les travaux de **Schmidt et D'Aoust (2008)**, qui affirment que la formation continue des agents de l'État est cruciale pour le renforcement des capacités institutionnelles, surtout dans les contextes de décentralisation. **Sans une formation adéquate, les agents locaux risquent de manquer de compétences nécessaires pour mettre en œuvre des politiques efficaces et répondre aux défis du développement**. Ce manque de formation peut également engendrer des résistances au changement et une incapacité à innover, ce qui est particulièrement problématique dans un environnement en constante évolution comme celui du Kasai.

La formation doit également inclure des aspects liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), comme l'indiquent **Harris et Dempsey (2010)**. Dans un monde de plus en plus interconnecté, il est vital que les fonctionnaires soient formés à l'utilisation des outils numériques qui peuvent améliorer la gestion administrative et faciliter la communication entre les différentes parties prenantes. **En intégrant les NTIC dans la formation, les agents peuvent non seulement améliorer leur efficacité, mais également renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion publique.**

4.3. Évaluation Participative

Un autre aspect important de la discussion est l'idée que l'évaluation doit être un processus participatif. Cela est soutenu par **Patton (1997)**, qui soutient que l'évaluation participative non seulement améliore la qualité des résultats, mais renforce également la légitimité des actions entreprises par les autorités locales. **En impliquant les citoyens dans le processus d'évaluation, les gouvernements locaux peuvent s'assurer que les programmes répondent réellement aux besoins et aux attentes de la population.** Dans le cadre de la nouvelle province du Kasai, l'intégration d'une évaluation participative dans le processus de planification pourrait créer un espace pour que les citoyens expriment leurs préoccupations et contribuent à la prise de décisions.

4.4. Cohésion Sociale et Développement Durable

Enfin, la question de la cohésion sociale est cruciale dans le contexte de la province du Kasai. La littérature sur le développement durable, comme le mentionne **Sachs (2015)**, insiste sur le fait que le développement ne peut être durable que s'il inclut toutes les couches de la population. **Cette inclusion est non seulement une question d'équité, mais également un impératif pour la stabilité sociale.** Le constat que le développement inégal des différentes couches de la population est une source de mal fonctionnement des institutions est également partagé par **Sen (1999)**, qui souligne que le développement doit être centré sur l'humain et viser à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens. **Lorsque des segments de la population sont laissés pour compte, cela peut engendrer des tensions sociales qui compromettent les efforts de développement.**

Le développement intégral, comme le préconise **Bakole (2010)**, doit donc se traduire par des politiques qui intègrent les besoins et les aspirations de l'ensemble de la population, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. **La mise en œuvre de programmes qui favorisent la participation et l'inclusion sociale est essentielle pour construire une société plus juste et équitable.**

En somme, les résultats de notre étude soulignent la nécessité d'une approche intégrée pour le développement de la nouvelle province du Kasai, qui tienne compte de l'autonomie, de la formation des cadres, de l'évaluation participative, et de la cohésion sociale. Les théories et travaux d'experts en décentralisation et en développement durable offrent un cadre précieux pour guider les actions futures, et il est impératif que les décideurs locaux s'en inspirent pour élaborer des politiques qui répondent efficacement aux défis du développement dans cette région. La réussite de la nouvelle province du Kasai dépendra de la capacité des acteurs impliqués à travailler ensemble, à apprendre les uns des autres et à s'engager dans un dialogue constructif pour le bien-être de toutes les communautés.

V. CONCLUSION

En somme, l'analyse des opinions des agents administratifs et des élus de la province du Kasai met en lumière un consensus significatif en faveur de la création de cette nouvelle entité territoriale. La majorité des agents de l'État expriment une conviction que la formation des cadres est un impératif crucial pour garantir un développement efficace et durable. Cette sensibilisation à l'importance de la **formation** souligne que la réussite de la décentralisation ne repose pas uniquement sur une redistribution des pouvoirs, mais également sur l'acquisition de compétences et la capacité d'adaptation aux nouvelles réalités locales.

La planification du développement se révèle être un outil indispensable pour orchestrer un parcours de croissance cohérent et continu pour la province. En effet, elle permet non seulement d'identifier et de prioriser les besoins des communautés, mais aussi de structurer les actions d'intervention de manière à répondre aux défis spécifiques auxquels les populations font face. La capacité à organiser le changement en réponse aux problèmes quotidiens des habitants devient alors un enjeu majeur pour l'avenir de la province.

Cependant, il est crucial de rappeler que le véritable moteur de ce développement doit émaner de la population elle-même. Les actions de développement doivent être conçues et mises en œuvre avec la participation active des citoyens, car ce sont eux qui connaissent le mieux les réalités de leur environnement. Ainsi, le développement ne peut être considéré comme une simple affaire de politiques imposées d'en haut, mais plutôt comme un processus dynamique et participatif dans lequel chaque membre de la communauté joue un rôle actif.

Le Congo possède un cadre institutionnel robuste, avec des structures et des ressources suffisantes pour dynamiser la vie en commun. Toutefois, la transformation de cette potentialité en réalité concrète nécessite une **volonté collective**. Cette volonté doit se manifester par l'engagement des autorités locales, des citoyens et des différents acteurs de la société civile à collaborer et à s'unir pour le bien commun. L'histoire du pays montre que lorsque les populations s'approprient leur destin, elles peuvent surmonter des défis considérables et bâtir un avenir meilleur.

En définitive, la prospérité de la nouvelle province du Kasai dépendra de sa capacité à mobiliser ses ressources humaines et matérielles en vue d'un développement inclusif, durable et participatif. L'avenir de cette province réside dans la synergie entre les aspirations des populations locales et les initiatives des autorités, dans un cadre où chacun se sent impliqué et responsable. C'est ainsi que le Kasai pourra se transformer en un véritable modèle de développement, à la fois pour la République Démocratique du Congo et pour l'ensemble du continent africain.

VI. BIBLIOGRAPHIE

- Badibanga Kasanganyi (2008). Cours inédit de planification régionale, l'IDR-T, Kananga.
- Bope Mingambengele (2008). Cours d'analyse systématique des problèmes ruraux en Afrique centrale, inédit.
- Henri P. Maders & Etienne Clos (2002). Comment aménager un projet. Paris : Édition Organisation.
- Huard, L. (1962). La coopération au développement. Bruxelles : J. Du Culot.
- INADES formation Congo (1990). Notions élémentaires de planification. Kinshasa : CEPAS.
- Lelo Nzuzi (2005). Cours d'aménagement du territoire, inédit.

- Mbokani, G. A. A. M. (2015). *Conflits et gestion des terres en Afrique*. Presses Universitaires.
- Ndinga, M. P. K. (2010). *Les valeurs culturelles africaines et la gestion des ressources naturelles*. Éditions Africaines.

- Prêche-Kops, S. (1988). Histoire politico-administrative de la collectivité (secteur) de l'entrez Kasai Kabambayi dans la zone de Tshikapa, des origines à 1960. Tfc en histoire, ISP/Kananga, inédit.
- Vincent Fernand (1987). Manuel de gestion pratique des associations de développement rural du tiers monde. Paris : Édition Harmattan.
- Vunduawe, Te Pamako (1982). La décentralisation des responsabilités au Zaïre, pourquoi et comment ? Zaïre-Afrique, n°166, Kinshasa : CEPAS.
- Waterston, A. (1969). La planification du développement. Paris : Édition du Monde.